

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
50000 Saint-lô

Caen, le 13/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEVIA**

Z.I. du Petit Parc  
Rue des Fontenelles - Voie C  
78920 Ecquevilly

Références : 2024.172  
Code AIOT : 0005301773

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement SEVIA implanté ZA DE LA GARE 50390 SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE par le service d'inspection. Un échange a eu lieu sur la reprise des activités fin novembre sur le site après plusieurs mois à l'arrêt, liée aux modifications de la filière REP (responsabilité élargie du producteur) "huiles usagées" par l'intermédiaire de l'éco-organisme CYCLEVIA.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVIA
- ZA DE LA GARE 50390 SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE

- Code AIOT : 0005301773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SEVIA exploite une installation de transit d'huiles noires usagées située à Saint Sauveur le Vicomte ; autorisée par arrêté préfectoral du 03/09/2002 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 13/08/2020.

Le site comporte une cuve de 70 m<sup>3</sup> (transportable par la route) destinée à la récupération des huiles noires usagées et une cuve de 25 m<sup>3</sup> pour les liquides de refroidissement usagés. La quantité maximale d'huile usagée autorisée sur le site est de 140 m<sup>3</sup>. L'exploitant a retiré une cuve l'année passée.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 7.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Protection des cuves contre la corrosion	Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 15.7	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rétention de l'aire de dépotage	AP Complémentaire du 13/08/2020, article 6.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Entretien et suivi des installations	AP Complémentaire du 13/08/2020, article 6.5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétention associées aux cuves	AP Complémentaire du 13/08/2020, article 6.2	Sans objet
6	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 13/08/2020, article 7	Sans objet
7	Prévention des risques liés à la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 15.5	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 15.8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la mise en veille du site, l'exploitant a réalisé plusieurs actions avant la reprise de l'activité fin novembre (cf. rapport).

Il doit procéder à la vérification et à l'entretien d'une cuve avant remise en service et donner des éléments sur le fonctionnement de la vanne d'isolement de l'aire de dépotage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Propreté du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté du site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.
<b>Constats :</b>  Le site est globalement propre et entretenu. Une facture du 30 novembre 2023 de l'entretien des espaces verts effectué par l'entreprise RATEL a été fournie (taille de haie, débroussaillage, désherbage). Cependant, en raison des nombreuses intempéries, il a été constaté, dans la zone "déchets" de l'aire de dépotage : <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence d'un fût vide rouillé et hors d'usage sur une rétention pleine d'eau de pluie,</li><li>- la présence d'eau de pluie souillée dans une poubelle contenant des déchets de dépotage et dans un petit caisson fermé contenant du matériel.</li></ul> L'exploitant indique envisager de couvrir cette zone pour éviter ces problèmes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra nettoyer cette zone et s'assurera de la prise en charge des déchets dans une filière adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

### N° 2 : Protection des cuves contre la corrosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 15.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des cuves contre la corrosion
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence. L'exploitant fera procéder périodiquement à l'inspection des réservoirs : <ul style="list-style-type: none"><li>- une inspection visuelle de chaque réservoir sera réalisée à intervalle régulier, au moins deux fois par an ;</li><li>- une épreuve hydraulique (surpression de 50 % ou d'au moins 0.3 bar) de chaque réservoir</li></ul>

<p>réservoir devra être réalisée, sous le contrôle d'un service compétent, selon une périodicité décennale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cuve horizontale de 70 m<sup>3</sup> est en bon état et ne présente pas de traces significatives de corrosion.</p> <p>La cuve verticale de 25 m<sup>3</sup>, destinée à recevoir les liquides de refroidissement usagés présente plusieurs zones de corrosion, notamment au niveau de sa base. La peinture au sommet de la cuve ne semble pas en bon état. Il n'existe pas d'escalier permettant d'accéder au sommet et de faire un constat plus précis.</p> <p>Cette cuve, actuellement vide, n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à un contrôle par un organisme extérieur de la cuve verticale destinée aux liquides de refroidissement usagés et de transmettre les résultats à l'inspection.</p> <p>Des justificatifs (devis) de son engagement à réaliser le contrôle et les travaux nécessaires sont attendus sous 1 mois. L'exploitant indiquera à quelle échéance la cuve aura été vérifiée et entretenue avant sa remise en service.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1mois</p>

### N° 3 : Rétention associées aux cuves

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/08/2020, article 6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention associées aux cuves</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>[...]</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Lors de l'inspection du 2 mars 2020, nous avons estimé nécessaire qu'un revêtement résistant aux agressions chimiques devait être appliqué sur les parois de la capacité de rétention n°2.</p> <p>[...]</p> <p>III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>

**Constats :**

Le jour de l'inspection, 2 cuves sont présentes sur le site, une cuve horizontale de 70 m<sup>3</sup> (transportable par la route) destinée à recevoir les huiles de vidange usagées et une cuve verticale de 25 m<sup>3</sup> destinée à recevoir les liquides de refroidissement usagés.

La cuve horizontale de 70 m<sup>3</sup> possède 2 compartiments indépendants de 35 m<sup>3</sup> chacun. Une rétention intégrée enveloppe la cuve jusqu'à la moitié de son diamètre. Celui-ci est donc d'une capacité adaptée, d'un volume de 35 m<sup>3</sup>.

La cuve verticale de 25 m<sup>3</sup> possède une capacité de rétention de plus de 25 m<sup>3</sup>. Il est constaté la présence d'une résine sur les parois de cette rétention. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral sont donc respectées.

Ces 2 rétentions sont équipées de vannes qui étaient fermées le jour de l'inspection. Les eaux pluviales susceptibles d'être présentes sont évacuées si besoin manuellement (par la vanne ou par une pompe électrique vide-cave) vers le séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant devra maintenir le passage régulier d'un agent afin que les capacités de rétention soient toujours assurées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Rétention de l'aire de dépotage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/08/2020, article 6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention de l'aire de dépotage

**Prescription contrôlée :**

II. [...] Les aires de chargement/déchargement («dépotage») des camions seront imperméabilisées et reliées à un dispositif de traitement des eaux. Ces aires devront être pourvues en produits fixant ou absorbants appropriés permettant de retenir les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés à des endroits visibles et facilement accessibles, avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs interne ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

**Constats :**

L'aire de dépotage est constituée d'une dalle béton entourée d'un bourrelet d'une hauteur comprise en 5 et 10 cm. À la suite de l'inspection de 2019, la rehausse de ce dernier a été effectuée pour assurer un volume de rétention suffisant. Une réserve de sable, une pelle à main et un seau sont présents à proximité immédiate.

Les eaux de ruissellement sont dirigées vers deux séparateurs d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.

<p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer la présence un dispositif d'obturation permettant de confiner un éventuel écoulement lors d'un incident de dépotage et d'éviter un rejet accidentel vers le milieu naturel. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Pour information, un courrier du 6 juin 2019 de SEVIA à l'inspection détaille le calcul du volume de rétention de l'aire de dépotage. Celui-ci intègre le volume des séparateurs et de la canalisation, ce qui laisse supposer la présence d'une vanne d'isolement après les séparateurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera sous 1 mois la présence d'une vanne d'isolement au niveau des séparateurs d'hydrocarbures et son bon fonctionnement (photos...).</p> <p>L'exploitant devra matérialiser la présence de cette vanne et intégrer les consignes relatives à son utilisation sur la fiche « consigne d'exploitation chargement / déchargement » affichée au niveau de l'aire de dépotage .</p> <p>Enfin, l'exploitant s'assurera de l'absence de risque de remontée de la pollution liquide (en cas de fermeture de la vanne) par les avaloirs qui ne seraient pas localisés dans l'aire de dépotage (équipée d'un bourrelet).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1mois</p>

#### N° 5 : Entretien et suivi des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/08/2020, article 6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et suivi des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une fiche de contrôle interne intitulée « fiche de contrôle des cuves, canalisations et bacs de rétention et pompes ». Le dernier contrôle effectué le 14/02/2024 ne mentionne pas de défaut.</p> <p>Or, comme indiqué dans le point de contrôle n°1 du présent rapport, la cuve destinée aux liquides de refroidissement usagés présente plusieurs points de corrosion.</p> <p>De plus, la fiche ne fait pas état de contrôles concernant les flexibles souples utilisés à la place d'une tuyauterie fixe. Cette demande avait été formulée dans le précédent rapport de l'inspection des installations classées daté du 2 avril 2020.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bordereau de suivi de déchets dangereux relatif à l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures, effectué le 26 juin 2023 par la société YVES MADELINE,</li> <li>- une facture et le bordereau de suivi de déchets dangereux concernant le pompage de la</li> </ul>

<p>réten-tion d'une cuve effectué le 26 octobre 2023 par l'entreprise SODI ; avant la remise en service du site fin novembre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la fiche de contrôle interne. Un plan des cuves permettant de localiser précisément les éventuels défauts doit être ajouté ainsi qu'un point sur le contrôle visuel du niveau du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>La société SEVIA doit également mettre en place un plan de prévention et de contrôle des flexibles souples, comme demandé en 2020.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3mois</p>

**N° 6 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/08/2020, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.2 [...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. Les valeurs limites de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être souillées (point de rejet après le séparateur d'hydrocarbures) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>- température inférieure à 30°C</li> <li>- DCO : 300 mg/L</li> <li>- HCT : 10 mg/L</li> <li>- MES : 100 mg/L</li> </ul> <p>Les résultats des contrôles annuels précités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales ruisselant sur l'aire de dépotage et les eaux pluviales éventuellement présentes dans les rétentions associées aux cuves sont dirigées vers deux séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le bordereau de suivi de déchets dangereux relatif à</p>



l'entretien de ceux-ci, effectué le 26 juin 2023 par la société YVES MADELINE.

Les résultats de l'analyse effectuée le 23 août 2023 par LABEO sur les eaux avant rejet au milieu naturel sont les suivants :

- pH = 6,8
- température = 17,6 °C
- DCO : 29 mg/L
- Indice Hydrocarbure : 1,3 mg/L
- MES : 8 mg/L
- DBO5 : 2 mg/L

Les résultats sont donc conformes aux prescriptions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Prévention des risques liés à la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 15.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques liés à la foudre

**Prescription contrôlée :**

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre.

**Constats :**

La vérification des installations électriques a été réalisée par SOCOTEC le 21/06/2023. Le rapport mentionne des non-conformités, notamment concernant la résistance de la prise de terre de l'installation extérieure, les liaisons équipotentielle des cuves défectueuses et des connexions de câbles d'alimentation extérieurs non sécurisés.

Les travaux correctifs ont été effectués par l'entreprise NORMAND ELECTRICITE le 25 septembre 2023. La facture indique en particulier le façonnage d'une prise de terre et le raccordement des liaisons équipotentielles des cuves.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/09/2002, article 15.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés. ces moyens comprendront au minimum :

- un robinet d'incendie armé [...]
- des extincteurs portables en nombre suffisant répartis sur le site, l'agent extincteur (poudre, eau pulvérisée, CO2, ...) sera choisi en fonction des risques rencontrés.

**Constats :**

La vérification annuelle des 5 extincteurs et du RIA a été réalisée le 24 août 2023 par SAS PISN (facture).

L'inspection a constaté la présence de 3 extincteurs situés à proximité de la cuve de stockage des

huiles usagées et de l'aire de dépotage, en particulier 2 extincteurs portatifs à poudre ABC et un extincteur de 50 kg à poudre ABC sur chariot. Les 2 extincteurs portatifs présents sont neufs (février 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Registre des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Autre, Registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, [...], établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- la date de réception du déchet [...]
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant [...]
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets [...]
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet [...]
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme [...]
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé [...]
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement [...]

**Constats :**

SEVIA a transmis à l'inspection le registre des déchets entrants depuis la reprise de ses activités fin novembre. Il contient notamment :

- la date,
- le code du déchet,
- la dénomination du déchet,
- la masse en kg,
- le producteur, l'expéditeur, le transporteur,
- le code du traitement

Le registre ne mentionne pas le numéro du bordereau de suivi de déchet dangereux (BSDD).

L'exploitant indique qu'aucun déchet n'est sorti de l'installation depuis fin novembre, le volume stocké est encore insuffisant pour remplir une remorque citerne. Le registre des déchets sortant est donc vide.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'ajouter le numéro du BSDD dans le registre des déchets entrants. Il veillera également à compléter sa déclaration annuelle 2023 (GEREP) des émissions et des

transferts de polluants et des déchets avant fin mars.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3mois